

L'hon. député de Montmorency explique ce changement complet dans ses opinions de 1858, comme suit :

"Jusqu'à naguères, nous l'avons, nous étions plus favorables à la confédération des deux Canadas qu'à l'autre plus grande, parce qu'alors nous n'avions pas de visées nationales et que nous croyions y trouver plus de protection pour les intérêts du Bas-Canada. Nous agissions comme si nous avions eu affaire à des ennemis actuels ou probables, et, en bonne tactique, nous voulions avoir à combattre le moins d'ennemis possible ; mais, depuis nos rapports constants, durant les jours de la convention, avec les hommes d'Etat éminents des provinces atlantiques, ont fait disparaître de notre esprit bien des appréhensions et bien des motifs de résistance."

Ainsi, le seul contact que l'hon. député a eu avec les hommes politiques des provinces maritimes, durant les quinze jours qu'ils ont été ici, a suffi pour faire disparaître toutes ses appréhensions pour les institutions du Bas-Canada, dans la confédération de toutes les provinces. C'est la confiance que lui ont inspiré ces hommes, et non les garanties que lui offre le projet de confédération, qui ont changé ses opinions de 1858. Je trouve dans le *Journal de Québec*, rédigé par l'hon. député de Montmorency, quelques passages assez amusants sur cette doctrine de la confiance que l'on doit avoir dans ses amis politiques. Ces articles datent aussi de 1858. L'hon. député était alors dans l'opposition. Il est vrai qu'il ne nous considérait pas alors, l'hon. député de South Oxford et moi, sous un jour aussi défavorable qu'il l'a fait depuis. Alors il tangait même assez vertement ses amis d'aujourd'hui. Mais ses doctrines d'alors paraissent encore très applicables. Le 26 août 1858, l'hon. député écrivait un article sous le titre : *Les amis les ennemis*, où il disait :—

"Les amis, les ministériels du Haut-Canada, ont voulu, durant cette session, nous imposer la représentation basée sur la population et l'abolition des écoles communes ; même un ministre, M. SMITH, a voté pour la représentation basée sur la population. Les ennemis, les oppositionnistes, ont laissé l'initiative de ces choses odieuses à nos amis, les ministériels, et, de plus, pour prouver qu'en ennemis qu'ils étaient, ils nous haïssaient plus que nos amis les ministériels, ils voulaient payer aux seigneurs tous les droits casuels dus par les censitaires (600,000 louis.) Après cela, ce n'est pas trop exiger, n'est-ce pas, que de demander justice pour les ennemis !"

Et plus bas il ajoutait :—

"M. CARTER galvanise un cadavre qui se dresse hideux pour retomber et ne plus plus se relever. La lampe, en s'éteignant, jette quelques pâles et

ternes reflets, et bientôt nous aurons la nuit profonde. Les jours du plus mauvais gouvernement qui ait pesé sur les destinées du Canada sont comptés ; ils ne sont pas nombreux, et tous les replâtrages possibles ne les allongeront pas d'une seconde."

Le 28 août, dans un article sur la représentation basée sur la population, l'hon. député de Montmorency s'exprimait ainsi :

* * * * *
"Mais les amis ont droit de tout faire ; ce qu'ils font est bien fait ! M. FARQUHSON, ministériel, demandera l'abolition des écoles séparées ; c'est un ami, il faut avoir confiance en lui et bénir sa main orangiste qui nous frappe ; M. MALCOLM CAMERON demandera la représentation basée sur la population ; c'est encore un ami, et M. BROWN est le coupable, M. BROWN l'ennemi ! Le ministère fait, pour la première fois dans nos annales parlementaires, de la représentation une question libre (*open question*). Le ministère est un composé de dix de nos plus ardents et loyaux amis ; pourrait-il se tromper et nous trahir ? M. SMITH, le premier de tous les ministres, vote en face du Bas-Canada étonné pour la représentation basée sur la population : c'est un orangiste, c'est un doucereux ami, il devait donc dans son amitié extrême voter ainsi. Les députés du Bas-Canada devaient accepter tout cela et l'ont accepté avec reconnaissance ! Mais un ancien rouge, un ennemi, vouloir la dixième partie de cela, c'est odieux, c'est immoral, c'est mériter la mort et les humiliations du Calvaire ! Et puis, toute cette indignation se dépense, le croiriez-vous ? au sujet d'un pouvoir qui a tout sali, tout souillé, tout corrompu dans l'ordre moral et dans l'ordre politique !"

L'hon. député de Montmorency parlait alors de ses amis d'aujourd'hui et de l'excuse que se donnaient les membres ministériels pour voter et approuver aveuglément tout ce que leurs amis voulaient leur faire voter. Si un orangiste demandait quelque chose dont les consciences catholiques auraient pu s'effaroucher, on les calmait bientôt en leur disant : "c'est un ami," et l'orangiste obtenait ce qu'il demandait. Et l'hon. député de Montmorency disait que cela se faisait par un pouvoir qui avait tout sali, tout corrompu dans l'ordre moral et politique. Aujourd'hui, il approuve cordialement tout ce qu'il trouvait abominable et atroce alors, pourvu que ce soient ses amis qui le proposent. Alors, il ne voulait d'aucune espèce de confédération quelconque, parce que c'était un sûr moyen de noyer l'influence du Bas-Canada, et il préférait une union législative à la confédération. Mais aujourd'hui, ses amis proposent la confédération de toutes les provinces, et il l'approuve volontiers. Voici ce qu'il disait encore le 28 août 1858 :